

**Décision d'organisation d'un concours pour le
recrutement de 14 cadres contrôleurs**

5^{ème} échelon à l'Office des Changes

Le Directeur de l'Office des Changes

- Vu le dahir n°1-58-021 du 1er Rejeb 1377 (22 Janvier 1958) relatif à l'Office des Changes ;
- Vu le décret n° 2-64-389 du 10 rabii II 1384 (19 août 1964) fixant le régime d'accès aux emplois des administrations publiques réservés aux résistants ;
- Vu le décret n° 2-01-94 du 29 rabii I 1422 (22 juin 2001) fixant les conditions dans lesquelles les pupilles de la Nation bénéficient d'une priorité pour l'accès aux emplois publics au sein des administrations de l'Etat, des établissements publics et des collectivités publiques ;
- Vu le décret n° 2-01-96 du 29 rabii I 1422 (22 juin 2001) fixant les conditions dans lesquelles des emplois dans les services des administrations de l'Etat, des établissements publics et des collectivités publiques peuvent être réservés aux anciens militaires et aux anciens combattants ;
- Vu l'Arrêté du Premier Ministre N°3.130.00 du 10 juillet 2000 fixant la liste des fonctions pouvant être attribuées aux personnes en situation d'handicap en priorité ainsi que le quota de ces postes dans les administrations publiques et institutions qui en dépendent ;
- Vu la circulaire n°699 du 1^{er} Juin 2012 du Chef du Gouvernement relative à la généralisation des procédures de recrutement par voie de concours dans les établissements et entreprises publics ;
- Vu la circulaire n°24/2012 du 22 Octobre 2012 du Chef du Gouvernement relative aux procédures de recrutement dans les établissements et entreprises publics ;
- Vu le statut du personnel de l'Office des Changes ;
- Vu les postes budgétaires autorisés au titre de l'exercice 2015 ;
- Vu les nécessités de service.

Décide

Article 1 : Dans le cadre du renforcement de son potentiel humain, l'Office des Changes recrute par voie de concours, 14 cadres remplissant les conditions suivantes :



Diplôme	Spécialité requise (*)	Expérience minimale	Compétences requises
Sept cadres Economistes			
Master ou diplôme équivalent (Bac+5)	- Banques & finances - Audit et contrôle de gestion - Gestion financière et comptable.	Expérience souhaitable dans le domaine de la finance, la comptabilité, l'audit.	- Esprit d'analyse et de synthèse - Maîtrise de l'environnement financier - Bonnes capacités de communication écrite et orale - Esprit d'équipe - Bonnes capacités relationnelles - Maîtrise des outils informatiques - La maîtrise de l'anglais est un atout
Deux ingénieurs en informatique			
Ingénieur en informatique ou diplôme équivalent (bac + 5)	- Un candidat ingénieur Réseau et sécurité.	-	- Installation, mise en production, administration et exploitation des moyens informatiques réseaux et sécurité des sites informatiques - Participation au bon fonctionnement des systèmes d'information en garantissant le maintien à niveau des différents outils et/ou infrastructures réseau
	- Un candidat administrateur de base de données.	-	- Implémentation, Administration, Exploitation des systèmes de gestion des bases de données - Participation à la définition et à la mise en œuvre des bases de données et des progiciels y afférents
Deux Statisticiens			
Ingénieur, Master ou diplôme équivalent (Bac+5)	- Statistique ; - Econométrie ; - Macro économie.	-	- Enquêtes statistiques ; - Maîtrise des logiciels statistiques. - Analyse économique ; - Notions de modélisation ; - Maîtrise des outils informatiques.
Un gestionnaire des risques			
Master ou diplôme équivalent (Bac+5)	Audit/contrôle interne	1 an (de préférence dans la gestion des risques opérationnels, dans des fonctions similaires ou réalisation de projets en relation avec la gestion des risques)	- Démarche d'identification, d'analyse et d'évaluation des risques - Contrôle interne - Esprit d'analyse et de synthèse - Aisance dans la communication et la persuasion - Rigueur et organisation - Bonnes Capacités rédactionnelles Les formations et les certifications en gestion des risques seront un plus.

Diplôme	Spécialité requise (*)	Expérience minimale	Compétences requises
Deux juristes			
Master ou diplôme équivalent (Bac+5)	Droit privé en français.	-	<ul style="list-style-type: none"> - Aptitude rédactionnelle en matière juridique en langues Arabe et Français - Maîtrise des procédures de poursuites judiciaires - Gestion des litiges précontentieux et contentieux - Organisation judiciaire au Maroc - Communication en Arabe et en Français

(*) Ou toute spécialité équivalente

Le nombre de postes budgétaires, objet du présent concours, est de 14 dont 25% est réservé aux résistants, anciens militaires, anciens combattants et aux pupilles de la Nation et 7% aux personnes en situation d'handicap.

Les candidats doivent :

- être de nationalité marocaine ;
- être âgé de 18 ans au moins et de 45 ans au plus à la date du concours ;
- remplir les conditions d'aptitude physique exigées pour l'exercice des fonctions objet de ce concours ;
- avoir un diplôme reconnu par l'Etat donnant l'accès au cadre de contrôleur, 5ème échelon, conformément au statut du personnel de l'Office des Changes ;
- justifier de l'expérience exigée pour le poste de gestionnaire des risques.

Article 2: Le concours comprend des épreuves écrites (Français et Arabe) et des épreuves orales.

Les épreuves écrites du concours auront lieu le 8 novembre 2015 à Rabat, à l'adresse qui sera communiquée lors de la publication de la liste des candidats présélectionnés.

Article 3: La liste des candidats remplissant les conditions énumérées dans l'article 1 pour passer les épreuves écrites du concours, sera publiée sur le site web de l'Office des Changes www.oc.gov.ma, du cabinet Lycom <http://www.lycom.ma> et emploi-public.ma au plus tard le Vendredi 30 octobre 2015.

Article 4 : Seuls les candidats ayant réussi les épreuves écrites seront admis à passer les épreuves orales qui se dérouleront au siège de l'Office des Changes à Rabat, à une date qui sera communiquée lors de l'annonce des résultats des épreuves écrites sur les sites web de l'Office des Changes www.oc.gov.ma, du cabinet Lycom <http://www.lycom.ma> et sur le site www.emploi-public.ma.

R

Article 5: A l'issue des épreuves écrites et orales du concours, les résultats définitifs des candidats admis ainsi que la liste d'attente, classées par ordre de mérite, seront publiés sur les sites web www.emploi-public.ma et www.oc.gov.ma.

Article 6: Les dossiers de candidature doivent être envoyés par voie postale ou déposés à l'adresse suivante : 22 Avenue de l'Atlas 3ème étage n°3 -10 080 Agdal Rabat Maroc et ce, avant le jeudi 22 octobre 2015 à minuit (le cachet de la poste faisant foi). Les candidats sont invités à s'inscrire également sur le site <http://lycom.ma/offres>.

Les dossiers des candidats en qualité de résistants doivent être présentés par le biais du Haut Commissariat aux Anciens Résistants et Membres de l'Armée de Libération, accompagnés d'un certificat attestant cette qualité.

Les dossiers des candidats en qualité de pupilles de la Nation, anciens combattants ou anciens militaires doivent parvenir par le biais de la Fondation Hassan II pour les œuvres sociales des anciens militaires et anciens combattants, accompagnés d'un certificat attestant cette qualité.

Tout dossier de candidature incomplet, ne remplissant pas les conditions requises par le poste ou parvenu après la date mentionnée, sera automatiquement rejeté.

Article 7: Les dossiers de candidature doivent comprendre les documents suivants :

- demande manuscrite signée par le candidat ;
- curriculum vitae de l'intéressé ;
- copie certifiée conforme à l'original de la CNI ;
- copie certifiée conforme à l'Original du diplôme reconnu par l'Etat, accompagnée, le cas échéant, de l'arrêté d'équivalence pour les diplômes délivrés par les universités et établissements étrangers (les attestations de réussite ne sont pas acceptées) ;
- 1 enveloppe non timbrée comportant le nom, prénom et l'adresse exacte du candidat ;
- Copie de l'acte d'extrait de naissance ;
- Copie certifiée conforme aux originales des attestations de travail justifiant l'expérience acquise (pour le poste de gestionnaire des risques).

Pour les candidats en situation d'handicap, leur dossier doit être accompagné d'un certificat justifiant cette qualité, délivré par le Ministère de la Solidarité, de la Femme, de la Famille et du Développement Social.

Directeur de l'Office des Changes
par Intérim

Signé: Driss BENCHIKH